

Société

POURQUOI LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES DOIVENT REDEVENIR LA PRIORITÉ ABSOLUE DU COMBAT FÉMINISTE

Marlène Schiappa

24/11/2016

Comment le mouvement féministe structure-t-il ses combats, notamment concernant la lutte contre les violences faites aux femmes ? Si les réseaux sociaux ont indéniablement permis la mise en lumière de certaines questions pour les droits des femmes, Marlène Schiappa, adjointe au Maire du Mans et présidente de « Maman travaille », en appelle au décroisement des combats féministes : les violences faites aux femmes ont un impact sur l'ensemble de la vie des femmes et plus largement sur l'évolution de la société.

Délaissées au profit de sujets plus porteurs politiquement comme la mixité dans la gouvernance des entreprises, les violences sexistes et sexuelles restent pourtant le point névralgique des inégalités entre femmes et hommes. Pilier de la domination masculine, la culture du viol qui l'accompagne a des conséquences économiques et sociales graves pour les femmes, mais aussi pour l'ensemble de la société. Cette problématique ne doit pas être abandonnée.

Bipolarisation du débat public sur les droits des femmes

La question du féminisme occupe une infime place dans les médias. Tout l'été, nous avons eu droit au débat : « pour ou contre le burkini ? » et « envoyer des femmes se faire exploser en Syrie, est-ce tolérable ou pas ? ». Même en période de campagne présidentielle, elle n'occupe pas ou à peine les débats entre les candidats. Lors des trois débats de la primaire de la droite, aucun des aspirants présidentiables n'a fait des droits des femmes sa priorité absolue. L'Europe, la ruralité, le numérique ont notamment été cités comme priorités absolues de l'un ou l'autre, mais les droits des femmes, jamais – alors qu'ils semblaient si importants pour tous cet été encore, quand des burkinis fleurissaient sur les plages. Le seul moment où la question a été abordée fut bref, et n'a concerné que la représentativité des femmes dans le monde politique, la question devenant : « serez-vous

prêt à prendre une femme Première ministre ? ».

Il a fallu attendre le deuxième tour pour que la proposition d'Alain Juppé de faire de l'égalité femmes/hommes un axe majeur de son programme ne devienne audible dans les médias. Et encore, ce fut à la faveur d'anciennes déclarations de François Fillon affirmant qu'il n'était « pas pour l'IVG à titre personnel », **déclaration dénoncée** par Raphaëlle Rémi-Leleu, porte-parole d'Osez le féminisme comme « une stratégie politique » de récupération des électeurs de la droite extrême ou catholique radicale. À ce stade, le débat entre les deux finalistes de la primaire de droite s'est donc axé sur « pour ou contre la préservation du droit à l'IVG ». Retour vers les années 1970.

De surcroît, l'élection de Donald Trump aux États-Unis présage des jours néfastes, y compris en France. Les États-Unis font encore office de modèle en 2016 pour le reste du monde, la vie quotidienne américaine s'exportant au travers de la pop-culture : séries, paroles de chansons, etc. L'hégémonie de l'*American way of life* importera donc ses problématiques. Nous risquons de voir des films dans lesquels une femme ne peut pas avorter, des scènes de vestiaires où les hommes font l'apologie du viol et les femmes qui voudront prendre part au débat public sans ressembler à une ex-femme de Donald Trump seront probablement publiquement moquées comme cela a été le cas jusqu'ici. Loin d'être anecdotiques, ces faits dépeindront le décor, les éléments de contexte de l'égalité entre femmes et hommes dans l'après-2017.

Comme lors de la primaire de la droite, le débat entre Hillary Clinton et Donald Trump sur les questions des droits des femmes s'est orienté autour de l'axe : « pour ou contre agresser sexuellement des femmes ? ». Donald Trump a défendu qu'il était possible « d'attraper des femmes par le sexe » tandis qu'Hillary Clinton passait pour une féministe radicale en affirmant qu'il était illégal d'agresser sexuellement des femmes.

Pour 2017, il est permis de penser que l'énergie des militant-e-s féministes devra être concentrée sur la sauvegarde de droits fondamentaux comme l'IVG ou la lutte contre les violences faites aux femmes, et donc pas sur la conquête de nouveaux droits ni sur une remise en question de la façon dont nous luttons pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le succès de la mobilisation féministe par le numérique

Dans ce contexte, les mouvements féministes sont obligés de se remettre en permanence en question. Longtemps, théoriser le féminisme a été réservé à des groupes organisés. Les réseaux sociaux ont permis à chacune et chacun de s'emparer de toute question féministe, de fédérer, informer et militer. Certains sujets sont traités aujourd'hui alors qu'ils n'avaient même pas de mots

pour les décrire, il y a encore cinq ans. Le « harcèlement de rue », par exemple. Alors que l'on parlait entre femmes de cette zone grise « pas une réelle agression sexuelle mais définitivement plus que de la « séduction » », le net a permis une prise de conscience massive. Avec les outils numériques, des mouvements comme [Stop harcèlement de rue](#), « [Paye Ta Shnek](#) », et différents Tumblr ont permis de faire connaître leurs combats et de faire œuvre de pédagogie pour les décrypter massivement. Ce sont des vidéos filmées dans la rue qui ont permis d'évangéliser massivement sur la question du harcèlement de rue. Et des applications d'alertes et géolocalisation comme « Hands Away » sont, de plus, nées de l'esprit de start-upeuses désireuses d'agir contre les agressions sexuelles.

Grâce à la connexion des mouvements féministes, le sujet est devenu un débat public assez important pour qu'en France, le secrétariat d'État aux Droits des femmes (à l'époque) s'en saisisse et lance une campagne contre le harcèlement des femmes dans les transports en commun. *Idem* avec le traitement médiatique des violences faites aux femmes : le tumblr « [Les mots tuent](#) » de Sophie Gourion a ainsi donné lieu à un programme lancé par le collectif Prenons la Une sous le haut patronage du ministère des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes. Sur la base du constat dénoncé par le tumblr, l'organisation de journalistes a décliné des « bonnes pratiques » pour permettre à leurs confrères et consœurs de ne plus évoquer de « drame familial » ou de « crime passionnel », conférant un aspect romantique aux féminicides.

Le digital permet de quantifier les relais, les visites sur ces URL et d'évaluer l'adhésion publique aux thèmes abordés. Les usages du lobbying ont évolué. En cela, les nouvelles générations de féministes ont fait émerger des thèmes qui, sans les réseaux sociaux, n'auraient peut-être jamais été considérés comme méritant une action de politique publique. Et toutes ces actions militantes nous montrent l'ampleur dramatique de l'éventail des violences faites aux femmes.

Communication efficace et dépolitisation supposée

De nouvelles générations de féministes s'engagent et renouvellent à la fois le fond de l'action, mais aussi ses codes. Cela a été le cas avec la « grève des femmes » lancée par [Les Glorieuses](#) le 7 novembre dernier à 16h34. Elle a pu heurter et créer une polémique notamment sur l'utilisation du mot « grève », dont la cofondatrice Alix Heuer a revendiqué le détournement pour marquer les esprits. Pour la journaliste d'Arte, Nadia Daam, on s'approche du « [féminisme choupi](#) » et pour la linguiste Marie-Anne Paveau d'un « [féminisme bobo-mondain dépolitisé](#) ».

Pourtant, force est de constater que c'est le seul mouvement qui ait réussi à mobiliser autant sur la question des inégalités salariales femmes/hommes, faisant les titres à l'ouverture du journal

télévisé, la « une » de journaux, et bénéficiant d'un traitement médiatique au-delà de l'audience féminine ou du petit encadré habituel pour ce genre de sujets. Et si l'égalité salariale n'a pas été atteinte à 16h34, le sujet a été soulevé et débattu et libre à chaque autre mouvement de s'en emparer et de le politiser. Bien sûr, le fait qu'un webzine réussisse une mobilisation massive qu'aucun syndicat n'a même entrepris jusqu'à présent questionne sur la façon dont les mouvements politisés délaissent la question de l'égalité femmes-hommes.

Il existe évidemment un « féminisme-washing », autrement dit une mode marketing consistant à se dire féministe parce que l'on pense que cela attire un certain public. Les Spice Girls ont inauguré la vague du « girl power ». De Beyoncé qui clame que les femmes dirigent le monde à Emma Watson à l'ONU, en passant par Justin Trudeau, toutes sortes de personnalités se mobilisent autour de ce que Nadia Daam appelle un « féminisme compatible avec Instagram », parfois pour faire passer des messages profonds en chanson et attirer un nouveau public vers le féminisme. D'autres fois, avec plus de circonspection à l'instar de Denis Baupin qui s'est mis du rouge à lèvres dans *Marie-Claire* pour dénoncer les violences faites aux femmes.

Il faut décroiser les combats pour les droits des femmes

Pour arriver à être audibles, les mouvements féminismes sont contraints de délivrer un message à la fois clair, que l'on peut expliciter en 140 caractères ou avec un hashtag. C'est un véritable exercice de style en soi, qui peut se révéler efficace – on l'a vu avec le harcèlement de rue. Mais ce n'est pas l'unique raison pour laquelle l'égalité est traitée en sous-thématiques.

Dans le champ de l'égalité entre les femmes et les hommes, les problématiques sont traitées de façon cloisonnée. Qu'il s'agisse des institutions, des associations, des ONG ou même de l'État, elles sont abordées par segment. Schématiquement, ce qui relève de la vie privée (familiale, intime) est traité séparément de ce qui relève de la vie sociale (professionnelle, publique). Côté vie privée : le partage des tâches ménagères, la lutte contre les violences conjugales, l'accès à la contraception, le viol... Côté vie sociale : la mixité dans la gouvernance des entreprises, l'égalité salariale, le temps partiel subi, la parité en politique, le plafond de verre...

Cette segmentation des thématiques s'entend et s'explique par le besoin d'efficacité concrète au-delà de la lutte « contre le sexisme » ou « pour l'égalité » parfois abstraite pour des non-initiés et trop facilement attaquable par des opposants. Il est facile de noyer un débat sous de la pseudo-philosophie du type « mais après tout qu'est-ce que le sexisme ? » ou « personne n'empêche les femmes de demander un poste équivalent à celui des hommes », il est plus difficile de contredire un témoignage précis ou des données chiffrées. C'est donc une séparation nécessaire pour la

clarté du débat et l'efficacité des démonstrations de l'inégalité, car elle reste encore trop souvent à démontrer pour être comprise et donc traitée. Quand j'ai créé le réseau et le blog « Maman travaille » en 2007-2008, il n'existait pas encore de Charte de parentalité en entreprise et la question des mères actives était encore très peu abordée dans le monde du travail. Près de dix ans après, l'approche du sujet a évolué, preuve que l'on peut décroiser les différentes approches des droits des femmes.

Comment la culture du viol entrave tous les aspects de la vie des femmes

Pourtant, les violences faites aux femmes ont des conséquences sur tous les aspects de la vie des femmes et dans toutes les sphères économiques et sociales du pays. Dans un ordre non nestorien, on peut noter que les violences conjugales induisent divorces et précarité économique, les violences obstétriques, des dépressions *post-partum*.

Le harcèlement sexiste et sexuel au travail induit parfois des démissions et génère toujours plus d'inégalités économiques. Comme la plupart des harcèlements sexuels au travail existe justement du fait du rapport hiérarchique entre les hommes (postes supérieurs) et les femmes (postes inférieurs), un véritable cercle vicieux se met en place : le harcèlement sexuel génère de la précarité qui génère un renforcement de l'écart des responsabilités entre hommes et femmes...

La culture du viol se niche partout : d'une agression sexuelle requalifiée en « blague potache » dans *Touche pas à mon poste*, de la mise en doute de la parole d'une victime, **Flavie Flament**, s'exprimant sur le viol qu'elle a subi... le fait de relativiser, cautionner, excuser, voire promouvoir ou érotiser les agressions sexuelles, sexistes, et les viols contribuent à instaurer et à entretenir un climat de peur pour les femmes.

L'omniprésence des violences faites aux femmes leur fait affronter une insécurité spécifique dans l'espace public, liée au rapport entre les genres. Cette insécurité spécifique brime les femmes dans leur émancipation et dans leur autonomie. La récente révélation des agressions sexuelles dans **les vols de nuit** démontre comment les femmes s'écartent elles-mêmes de certains moyens de transports. *Idem* avec la compagnie de VTC **Uber** qui a reçu 170 plaintes pour agressions sexuelles commises par des chauffeurs en trois ans. Quant au métro, la qualification par le journal **Libération** de « bal des vampires » pour les femmes est révélatrice de ce qui s'y passe.

Comment les femmes seraient-elles censées être sur le qui-vive dans la rue, garder leurs clés entre leurs doigts pour former un poing américain, regarder derrière leur épaule, et se transformer en

battantes exigeant augmentation et promotions une fois la porte du bureau passée ? Les femmes sont habituées à une forme de schizophrénie entre vie professionnelle et vie familiale. Les nouveaux combats féministes ont su décroiser ces deux thèmes et lier l'égalité au foyer (tâches éducatives et ménagères) à l'égalité salariale avec le « plafond de mère ». Il est temps pour nous d'organiser plus fortement la lutte contre les violences faites aux femmes dans toutes les sphères de la société : familiale, conjugale, professionnelle, sociale, publique.

La question de la maternité restait encore taboue dans le monde professionnel il y a une dizaine d'années et nous avons eu beaucoup de mal à faire entrer ce « sujet de bonnes femmes » souvent traité avec condescendance par qui de droit. Mais il est aujourd'hui admis qu'aller chercher son enfant malade à la crèche ou prendre un congé paternité relève du minimum syndical. Comme la question de la parentalité, la question de la sécurité des femmes doit faire son entrée dans le monde de l'entreprise.

Les femmes ne pourront pas accéder massivement aux responsabilités politiques et professionnelles tant qu'elles devront trembler tout le reste du temps pour leur intégrité physique.

À retrouver dans *L'Express* (25 novembre 2016)